

Lettre aux citoyennes et citoyens de la Bresse, du Tournugeois et de la vallée de la Saône

Mes Cher(e)s Concitoyen(ne)s,

Après plusieurs semaines de vives consultations sur la question de mon engagement aux élections cantonales, le moment de la décision est venu. Nombreux à participer au débat, vos réactions ont été équilibrées, les habitants du département exprimant une préférence massive pour l'engagement dans la campagne, les citoyens des autres régions de France défendant le maintien de la pratique du mandat unique. De sorte qu'une majorité s'est dessinée en défaveur de ma candidature aux élections cantonales de mars 2008.

C'est donc une décision impopulaire, comme il est parfois nécessaire d'affronter dans la vie publique, que j'ai décidée de prendre en me présentant devant les 2971 électeurs du canton où j'habite, à Montret, dans notre Bresse de Saône-et-Loire.

Je voudrais dire à ceux qui m'ont conseillé de n'en rien faire qu'il s'agit de ma part d'un choix lié à la situation du pays, aux graves bouleversements qui se préparent, et à la nécessité de préparer une nouvelle gauche, capable de démontrer sa crédibilité à exercer les responsabilités à la tête du pays.

* * *

Sur le plan national, la marche vers la concentration absolutiste des pouvoirs a débuté. Les pouvoirs d'Etat, les puissances économiques et les moyens médiatiques organisent ensemble la domination sarkozyste, à l'encontre de tous les principes démocratiques.

La gauche est menacée de disparition, sauf sur les territoires où elle dispose de larges forces majoritaires. L'organisation d'une opposition nouvelle, à la fois résistante et constructive, nécessite que nous concentrons à notre tour nos forces territoriales, pour leur donner du poids, en les déployant à l'échelle nationale.

Voilà pourquoi les leaders de la gauche doivent s'intéresser aux départements et régions : Pour tenir tête au pouvoir ; pour relier les actions locales au travail national et donner une force démonstrative aux choix politiques qu'ils imagineront sur leurs territoires, comme Ségolène Royal avait su le faire en Poitou-Charentes.

Cette candidature est d'abord un acte de résistance à la montée de l'absolutisme sarkozyste.

* * *

Elle est aussi une forme de préparation à la grande alternance de 2012. Les grands bouleversements politiques programmés par le pouvoir à l'encontre de nos territoires, vont nous obliger à serrer les coudes et les dents. Le Gouvernement a déjà commencé à faire payer la facture de sa politique aux citoyens et aux territoires ruraux et urbains les plus modestes. En Saône-et-Loire, la suppression délirante des tribunaux, la fin autoritaire des gardes de nuit des médecins, la reprise de la fermeture en série des bureaux de poste, la fin programmée des sous-préfectures, ne sont qu'un léger hors d'œuvre à côté de ce qui attend nos populations. La fin de l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie et l'intervention des assurances privées dans le financement de la dépendance, à l'image de l'explosion des franchises médicales, a d'ores et déjà été annoncée.

C'est dans nos grandes collectivités locales qu'il faudra imaginer des politiques créatives et crédibles sur notre territoire de Saône-et-Loire, à la fois sociales et modernes, tout en économisant l'argent public et rénovant la démocratie locale. Nous préparerons ainsi sur notre terrain la révolution écologique, nous investirons dans l'économie du futur et travaillerons à améliorer la courbe démographique.

En 2012, la gauche aura été pendant dix longues années dans l'opposition. Aucun de ma génération, en âge de diriger la destinée de notre pays, n'aura été Ministre en raison de l'obstination du Parti socialiste à se méfier de sa jeunesse.

Pour ma part, j'aurai 49 ans et accumulé quinze années de vie publique, après huit années de vie professionnelle. On me demandera alors des preuves de ce que j'aurai fait et concrètement assumé. Il ne sera pas possible d'avoir exclusivement vécu dans l'exercice tribunicien pur, au sein d'une Assemblée nationale émasculée par le sarkozysme.

Pour se préparer aux grandes échéances, il vaut mieux avoir déjà mis les mains dans le moteur.

* * *

S'agit-il d'un renoncement au mandat unique ? Ce serait bien mal me connaître ! J'ai pratiqué avec conviction pendant dix ans contre les vents et les marées, le mandat unique. C'était un outil de promotion de la VIème République, visant à transformer l'ensemble du système politique. Ces idées n'ont cessé de progresser à gauche, Ségolène Royal ayant eu la juste audace d'installer la VIème République dans la campagne présidentielle. Elles ont aujourd'hui gagné la gauche, le parti socialiste ayant inscrit dans ses contre-propositions le mandat unique.

La droite, quant à elle, théorise et favorise tout le contraire et s'apprête à enterrer toute réforme faisant progresser la limitation du cumul des mandats. La commission Balladur n'a pas même proposé le mandat unique, mais le cumul possible d'un mandat local avec celui de parlementaire.

La bataille sur les idées institutionnelles est donc gagnée à gauche, mais ce qui manque pour les faire triompher, c'est de gagner la bataille politique sur la droite.

Pour reprendre le pouvoir au clan sarkozyste, il vaut mieux s'aguerrir, s'y préparer et montrer ses capacités alternatives ; ce genre de démonstration doit être aujourd'hui prioritaire sur toute autre attitude exemplaire, de surcroît isolée et personnelle.

Car parmi les innombrables citoyens qui m'ont demandé affectueusement de m'en tenir à ma position de non cumul, aucune ne m'a dit à quoi servirait, dans la nouvelle et dangereuse configuration politique, de maintenir une pratique solitaire en milieu hostile, sachant que la droite a fait de moi la cible obsessionnelle de sa haine, cherchant tous les moyens même contestables pour m'abattre.

On me dit « protège ta crédibilité ». Mais ce sera l'absence de crédibilité de n'avoir mené aucune expérience de politique publique qui me sera reprochée. On me dit « tu seras comme les autres », mais vaut-il mieux cultiver une singularité inutile, ou organiser avec méthode la victoire collective ?

Voilà les raisons qui me conduisent à me porter candidat dans le canton de Montret. Bien sûr, la question de la présidence du Conseil général est prématurée. Je n'ai pas l'habitude de considérer les élections faites avant les élections. Il faut déjà que les citoyens choisissent nos candidats et nous redonnent une majorité. Il sera bien temps alors de prendre la juste décision, notamment au vu de l'agenda national de la reconstruction de la gauche.

Si j'avais voulu vous dire que j'arrête le combat, dans une sorte de longue agonie esthétique ou la posture était magnifique et la mort certaine, je vous aurais dit « je ne me présente pas à Montret ». Mais j'ai préféré vous dire que je me présente à Montret, parce que dans ma tête, c'est la lutte pour la reconquête collective du pouvoir par la gauche qui commence. J'en prends les moyens et les risques.

Cette lutte finira inéluctablement par le retour de la gauche au pouvoir et soyez en certain, l'établissement de la VIème République Française.

Bien fidèlement à vous.

Arnaud MONTEBOURG